5. Synthèse des textes nouveaux ou modifiés issus de la loi du 23 mars 2019, tels qu'interprétés

5.1 *Prononcé des peines autres que l'emprisonnement avec sursis*

Peines autres que l'emprisonnement avec sursis	Régime (nouvel art. 485-1 CPP, art. 132-1 et 132-20 CP)	Application de la loi dans le temps
Exigences générales de motivation <i>arrêt n° 505</i>	Régime identique à celui issu du droit antérieur : La motivation doit porter sur le choix de la peine au regard des dispositions des articles 132-1 et 132-20 du code pénal, sauf s'il s'agit d'une peine obligatoire ou de la confiscation du produit ou de l'objet de l'infraction. La peine doit être motivée en tenant compte de la gravité des faits, de la personnalité de leur auteur et de sa situation personnelle ; le juge qui prononce une amende doit motiver sa décision en tenant compte des ressources et des charges du prévenu.	Loi de procédure - application immédiate

5.2 *Prononcé des peines d'emprisonnement sans sursis*

Peines d'emprisonnement sans sursis	Régime (art. 132-19 CP modifié)	Application de la loi dans le temps
Peines d'emprisonnement ferme inférieures ou égales à un mois <i>arrêt n° 493</i>	Prononcé interdit	Loi de pénalité plus douce - application aux infractions commises avant le 24 mars 2020 et n'ayant pas donné lieu à une condamnation passée en force de chose jugée
Exigences spéciales de motivation <i>arrêt n° 505</i>	Motivation renforcée : Le juge qui prononce, en matière correctionnelle, une peine d'emprisonnement ferme doit, quels que soient le quantum et la décision prise quant à son éventuel aménagement, motiver ce choix en faisant apparaître qu'il a tenu compte des faits de l'espèce, de la personnalité de leur auteur, ainsi que de sa situation matérielle, familiale et sociale. Il lui appartient d'établir, au regard de ces éléments, que la gravité de l'infraction et la personnalité de son auteur rendent cette peine indispensable et que toute autre sanction est manifestement inadéquate.	Loi de procédure - application immédiate

5.3 Aménagement des peines d'emprisonnement sans sursis

Les règles issues de la loi du 23 mars 2019 relatives à l'aménagement des peines d'emprisonnement sans sursis supérieures à un mois et inférieures ou égales à un an sont des lois relatives au **régime d'exécution et d'application des peines** qui n'ont pas pour résultat de rendre plus sévères les peines prononcées et sont donc d'**application immédiate** (arrêts n° 503 et 505). Elles s'appliquent à l'aménagement des peines supérieures à un an et inférieures ou égales à deux ans lorsque les faits ont été commis, sans récidive, avant le 24 mars 2020 (arrêt n° 504).

Quantum de la peine (nouvel art. D. 48-1-1 CPP)	Aménagement (art. 132-19 CP modifié)	Quantum de l'aménagement	Motivation du refus	Mandat de dépôt à effet différé	Options de la juridiction (nouvel art. 464-2 CPP)
Peine supérieure à 1 mois et inférieure à 6 mois Quelle que soit la date de commission des faits <i>arrêt n° 503</i>	Obligatoire <i>sauf impossibilité résultant de la personnalité ou de la situation du condamné</i>	En totalité	Ce n'est qu'en cas d'impossibilité résultant de la personnalité ou de la situation du condamné que le juge peut écarter l'aménagement de la peine. Dans ce cas, il doit motiver spécialement sa décision, de façon précise et circonstanciée, au regard des faits de l'espèce, de la personnalité et de la situation matérielle, familiale et sociale du condamné.	Non	Ordonner l'aménagement : - dans son principe et son mode d'exécution <i>Ou</i> - dans son seul principe Refuser l'aménagement et : - <i>si le condamné se trouve dans l'un des cas prévus aux articles 394-4 et 465-1 du code de procédure pénale</i> , la juridiction délivre un mandat de dépôt ou d'arrêt si elle l'estime justifié ou remet un avis de convocation à comparaître devant le juge de l'application des peines conformément à l'article 474 du code de procédure pénale - <i>si le condamné ne se trouve pas dans l'un des cas prévus aux articles 394-4 et 465-1 précités</i> , la juridiction lui remet un avis de convocation à comparaître devant le juge de l'application des peines conformément à l'article 474 du code de procédure pénale
Peine égale à 6 mois Quelle que soit la date de commission des faits <i>arrêt n° 503</i>	Obligatoire <i>sauf impossibilité résultant de la personnalité ou de la situation du condamné</i>	En totalité	Ce n'est qu'en cas d'impossibilité résultant de la personnalité ou de la situation du condamné que le juge peut écarter l'aménagement de la peine. Dans ce cas, il doit motiver spécialement sa décision, de façon précise et circonstanciée, au regard des faits de l'espèce, de la personnalité et de la situation matérielle, familiale et sociale du condamné.	Oui	Ordonner l'aménagement : - dans son principe et son mode d'exécution <i>Ou</i> - dans son seul principe Refuser l'aménagement et : - <i>si le condamné se trouve dans l'un des cas prévus aux articles 394-4 et 465-1 du code de procédure pénale</i> , la juridiction délivre un mandat de dépôt ou d'arrêt si elle l'estime justifié ou délivre un mandat de dépôt à effet différé - <i>si le condamné ne se trouve pas dans l'un des cas prévus aux articles 394-4 et 465-1 précités</i> , la juridiction délivre un mandat de dépôt à effet différé

<p>Peine supérieure à six mois et inférieure ou égale à un an</p> <p>Quelle que soit la date de commission des faits</p> <p><i>arrêt n° 505</i></p>	<p>Principe</p> <p><i>sauf si la juridiction constate:</i></p> <p><i>- que la situation ou la personnalité du condamné ne permettent pas son prononcé</i></p> <p><i>Ou</i></p> <p><i>- une impossibilité matérielle de le faire</i></p>	<p>En totalité ou pour partie</p>	<p>Le juge ne peut écarter l'aménagement de la peine que s'il constate que la situation ou la personnalité du condamné ne permettent pas son prononcé ou s'il relève une impossibilité matérielle de le faire.</p> <p>Dans ce cas, il doit motiver spécialement sa décision, de façon précise et circonstanciée, au regard des faits de l'espèce, de la personnalité et de la situation matérielle, familiale et sociale du condamné.</p>	<p>Oui</p>	<p>Ordonner l'aménagement :</p> <p>- dans son principe et son mode d'exécution</p> <p><i>Ou</i></p> <p>- dans son seul principe</p> <p>Refuser l'aménagement et :</p> <p>- <i>si le condamné se trouve dans l'un des cas prévus aux articles 394-4, 465 et 465-1 du code de procédure pénale</i>, la juridiction délivre un mandat de dépôt ou d'arrêt si elle l'estime justifié ou délivre un mandat de dépôt à effet différé</p> <p>- <i>si le condamné ne se trouve pas dans l'un des cas prévus aux articles 394-4, 465 et 465-1 précités</i>, la juridiction délivre un mandat de dépôt à effet différé</p>
<p>Peine supérieure à un an et inférieure ou égale à deux ans</p> <p>Pour des faits commis avant le 24 mars 2020 et hors récidive légale</p> <p><i>arrêt n° 504</i></p>	<p>Principe</p> <p><i>sauf si la juridiction constate:</i></p> <p><i>- que la situation ou la personnalité du condamné ne permettent pas son prononcé</i></p> <p><i>Ou</i></p> <p><i>- une impossibilité matérielle de le faire</i></p>	<p>En totalité ou pour partie</p>	<p>Le juge ne peut écarter l'aménagement de la peine que s'il constate que la situation ou la personnalité du condamné ne permettent pas son prononcé ou s'il relève une impossibilité matérielle de le faire.</p> <p>Dans ce cas, il doit motiver spécialement sa décision, de façon précise et circonstanciée, au regard des faits de l'espèce, de la personnalité et de la situation matérielle, familiale et sociale du condamné.</p>	<p>Oui</p>	<p>Ordonner l'aménagement :</p> <p>- dans son principe et son mode d'exécution</p> <p><i>Ou</i></p> <p>- dans son seul principe</p> <p>Refuser l'aménagement et :</p> <p>- <i>si le condamné se trouve dans l'un des cas prévus aux articles 394-4 et 465 du code de procédure pénale</i>, la juridiction délivre un mandat de dépôt ou d'arrêt si elle l'estime justifié ou délivre un mandat de dépôt à effet différé</p> <p>- <i>si le condamné ne se trouve pas dans l'un des cas prévus aux articles 394-4 et 465 précités</i>, la juridiction délivre un mandat de dépôt à effet différé</p>